

Union européenne : qui garantit notre sécurité alimentaire ?

vendredi 22 mars 2013, par [VIVAS Esther](#) (Date de rédaction antérieure : 19 mars 2013).

On nous dit que notre alimentation n'a jamais été aussi sûre qu'aujourd'hui, que les aliments n'ont jamais été aussi contrôlé jusqu'à maintenant. Cependant, de manière périodique surgissent de nouveaux scandales alimentaires, le dernier en date étant celui de la viande chevaline. L'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments est, théoriquement, chargée de veiller à la sécurité sanitaire de ce que nous mangeons. Mais qu'y a-t-il derrière cette agence qui joue un rôle clé dans l'autorisation de milliers de produits, comme les pesticides, les transgéniques et les additifs alimentaires qui finissent dans nos assiettes ? Voyons cela d'un peu plus près.

L'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments se présente sur sa page Web comme « la pierre angulaire de l'Union européenne (UE) pour ce qui concerne l'évaluation des risques relatifs à la sécurité des aliments ». L'Autorité a été créée en 2002 à la suite d'une série de scandales comme celui de la « Vache Folle » à la fin des années 1990. Son objectif : améliorer la sécurité alimentaire, restaurer et maintenir la confiance dans l'approvisionnement des aliments. Selon ce qu'elle indique, son engagement est « *d'offrir des avis scientifiques de manière indépendante et objective* ». Vraiment ?

La Cours des Comptes Européenne ne semble pas très d'accord avec ces affirmations comme il en ressort de son rapport « Management of conflict of interest in selected EU Agencies » [Gestion des conflits d'intérêts dans les Agences de l'UE sélectionnées], de septembre 2012 et dans lequel on affirme que l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments, ainsi que trois autres agences européennes analysées, « *ne gère pas de manière adéquate les situations de conflit d'intérêts* ». Le rapport ajoute que ces « *risques de conflits d'intérêts sont incrustés dans les structures mêmes de ces agences (...) et dans la dépendance envers les recherches réalisées par l'industrie* ». C'est clair comme de l'eau de roche.

En guise d'anecdote, les conclusions du rapport de la Cours des Comptes Européenne contrastaient avec les éloges contenus dans l'évaluation réalisée peu de temps avant par une société d'audit privé Ernst&Young, qui fut bien entendu engagée par cette même L'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments.

Mais les critiques concernant l'absence de neutralité de l'Autorité ne sont pas neuves. Les organisations « Corporate European Observatory » et « Earth Open Source » ont publié, en février 2012 à l'occasion du dixième anniversaire de l'institution, un rapport au vitriol intitulé « Conflicts on the menu : a decade of industry influence at the European Food Safety Authority » [Conflits dans le menu, une décennie d'influence de l'industrie sur l' L'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments]. Dans ce travail de recherche, on remet en question l'indépendance de l'Autorité et on souligne les liens étroits entre ses experts et les entreprises du secteur.

Quelles sont les conséquences de tout cela pour les consommateurs ? On peut trouver un exemple dans la régulation des produits alimentaires. Quand une entreprise veut introduire une nouvelle substance ou un produit dans le marché, elle doit présenter à l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments et aux institutions de l'Union européenne un dossier sur l'évaluation du risque sanitaire de

ces produits. A la demande de la Commission européenne, un panel de scientifiques de l'Autorité examine ce dossier et publie une opinion scientifique à partir de laquelle les représentants des Etats membres prennent une décision. Le problème c'est que, fondamentalement, l'Autorité base ses évaluations sur des études menées à bien par l'industrie elle-même, qui espère bien entendu retirer de juteux profits avec la commercialisation de ses produits. Les rapports scientifiques indépendants ne sont pas pris en compte. En conséquence, ce mécanisme favorise sans l'ombre d'un doute les intérêts des grandes industries du secteur au détriment des intérêts sociaux.

Ainsi, selon des rapports scientifiques indépendants, des substances et des produits que nous trouvons dans le marché comme l'aspartame, un édulcorant non calorique, ou le bisphénol A (BPA) dans le plastique des emballages alimentaires, affecteraient négativement notre santé. Ces études n'ont jamais été prises en compte par l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments. La situation n'est pas nouvelle. Combien d'études faisant l'éloge des vertus du tabac et financées par l'industrie de la cigarette n'ont-elles pas été réalisées dans le passé ? Elles ne sont plus aujourd'hui, heureusement, que des chiffons de papier.

Derrière le poids de l'industrie, il y a la dynamique des « vases communicants ». Des employés et des experts de l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments finissent, après un certain temps, par travailler dans des entreprises de l'agro-industrie ou de la biotechnologie et vice-versa, ce qui provoque une situation évidente – sauf à leurs propres yeux semble-t-il – de conflit d'intérêts. Les exemples abondent. Suzy Renckens, coordinatrice scientifique du panel sur les transgéniques de l'Autorité a, en 2008, laissé son poste pour celui de directrice du lobby de la multinationale Syngenta pour l'Union européenne. David Carlander, employé de l'Autorité, chargé d'élaborer les lignes directrices pour l'utilisation des nanotechnologies dans les aliments est devenu, en 2011, le directeur du lobby de la Nanotechnology Industries Association à Bruxelles. Laura Smillie, engagée en 2010 par l'Autorité afin de développer de nouvelles lignes de communication sur les risques alimentaires provenait de l'European Food Information Council (EUFIC), un think tank financé par des entreprises de l'industrie agro-alimentaire telles que Coca-Cola, Danone, Kraft Foods, McDonald's, Nestlé, Unilever.

Dans l'Etat espagnol, l'Agence Espagnole de Sécurité Alimentaire et de Nutrition semble suivre l'exemple de sa « grande sœur ». Il suffit de voir le curriculum de sa directrice actuelle, Ángela López de Sá Fernández, anciennement directrice des affaires et des normes scientifiques chez Coca-Cola Iberia, et qui, pour occuper son nouveau poste à la tête de l'Agence espagnole a demandé un congé sans solde et n'a donc pas démissionné. Un pied des deux côtés. Cela se passe de commentaire.

Dorénavant, quand on nous dira qu'il ne faut pas nous inquiéter, que notre sécurité alimentaire est dans de bonnes mains, nous demanderons : « de bonnes mains, oui, mais pour qui ? ». Car, au vu de ce qui précède, ces « bonnes mains » ne le sont certainement pas pour la majorité d'entre nous.

Esther Vivas

P.-S.

* Article publié sous le titre « Qui garantit notre sécurité alimentaire ? » dans « Público.es » le 19/03/2013. :

<http://esthervivas.com/francais/qui-garantit-notre-securite-alimentaire/>

* Traduction française pour Avanti4.be : Ataulfo Riera.

+info : <http://esthervivas.com/francais/>